

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

VOIR LE SOMMAIRE
page 2

N° 77 - 8 octobre 1979

PRIX : 1 F

CENTRAFRIQUE

l'impérialisme
change de valet



sommaire

Page 3/4

- CENTRAFRIQUE :
 - La chasse gardée de l'impérialisme français
 - Qui se rassemble s'assemble

Page 4

- CHEZ HOUPHOUËT il y a de la place pour ... tous les dictateurs déchu

Page 5

- TCHAD : unifiée ou pas l'armée reste l'ennemi des exploités

Page 6

- SENEGAL :
 - Les marabouts et la politique
 - Un marabout qui n'a pas à se plaindre
- GHANA-TOGO : l'aberration des frontières

Page 7

- MADAGASCAR : des conditions de travail dignes des temps anciens

Page 8

- ANGOLA : la mort d'un nationaliste bourgeois

abonnements

FRANCE : 1 an

ordinaire : 12 F
sous pli fermé : 36 F

AUTRES PAYS :

écrire au journal

Adresser toute correspondance à : Combat Ouvrier

BP 145

75 023 Paris cedex

en spécifiant : "pour le PAT"

éditorial

L'IMPERIALISME CHANGE DE VALET

Bokassa, le pitre sanglant est donc tombé. L'impérialisme français, après avoir couvert pendant près de treize ans les pires atrocités de ce dictateur, vient de s'en débarrasser comme on se débarrasse d'un vêtement usagé.

Rarement les représentants de l'impérialisme ont étalé autant de cynisme et d'hypocrisie que lors de la chute du tyran. Giscard garde aujourd'hui un silence bien hypocrite. Et la grande presse fait semblant de s'apercevoir maintenant, que Bokassa était un assassin. Mais ce n'était un secret pour personne que celui dont les journaux vantaient les mérites et couvraient le ridicule était un dictateur sanglant.

L'impérialisme français est autant responsable du massacre des victimes innocentes que Bokassa. C'est lui qui a créé ce sanguinaire. C'est sous la protection des chefs d'Etat français, depuis De Gaulle jusqu'à Giscard que Bokassa est resté au pouvoir, pour la sauvegarde des sordides intérêts de quelques grands groupes capitalistes dont la propre famille de Giscard, qui a d'énormes intérêts en Centrafrique.

C'est pour la sauvegarde de ces mêmes intérêts que l'impérialisme a choisi David Dacko comme président en Centrafrique. Il a fait ses preuves comme ancien dictateur et aussi comme conseiller de Bokassa.

Quant aux vieux requins de la politique, comme Sylvestre Banqui et Ange Patasse, ils sont de la même eau. Ils sont tous à l'image des politiciens de la classe dirigeante africaine. Ce qui les oppose pour le moment c'est que les uns sont au pouvoir et que les autres aspirent à y être.

Dacko, par ses déclarations récentes, a contribué, de façon caricaturale, à lever un petit peu le voile qui cache le jeu sordide de l'impérialisme dans les coulisses des pouvoirs africains. Car c'est lui, en fin de compte, qui tire toutes les ficelles ; c'est lui qui fait et défait les politiciens qui nous gouvernent. Les uns représentent directement, les autres moins directement un ordre social basé sur l'exploitation.

C'est toujours les mêmes pantins qu'on nous sort. On nous les présente de la même couleur de peau que nous. Mais ce qui est important c'est, au-delà de la couleur de leur peau et de leur nationalité, l'intérêt de classe qu'ils défendent.

* * * *

CENTRAFRIQUE la chasse gardée de l'impérialisme français

Giscard ne fera plus ses safaris dans la savane centrafricaine avec son parent Bokassa mais le Centrafrique reste une chasse gardée de l'impérialisme français. Dacko a été mis à la place de l'empereur pour défendre les mêmes intérêts, ceux des capitalistes français.

Mis en place sous couvert d'un référendum par De Gaulle, David Dacko avait déjà exercé la fonction de chef de l'Etat de 1960 à 1965. Cet homme de la vieille école coloniale, instituteur formé à Brazzaville, alors capitale de l'Afrique Equatoriale Française (AEF), est entré très tôt sur la scène politique, aidé par son parent Barthélémy Boganda.

Boganda était l'un des premiers noirs de l'Oubangui-Chari à être élu député au parlement français, en novembre 1946. En 1947 il démissionne du MRP (Mouvement Républicain Populaire), un parti de la métropole, et fonde l'Union Oubanguienne.

Très tôt Boganda s'aperçoit du soutien qu'il peut avoir auprès de la population. Après avoir fondé le MESAN (Mouvement de l'Evolution Sociale de l'Afrique Noire) en 1949, il devient majoritaire à l'Assemblée Territoriale et se fait élire maire de Bangui en 1956.

David Dacko était alors député à l'Assemblée Territoriale de l'Oubangui-Chari, à la suite de la proclamation de la loi cadre Defferre.

Le 1^{er} décembre 1958, entouré de ses amis, (entre autres, Goumba) / Boganda proclame la république en Centrafrique. Mais le 29 mars 1959, il disparaît dans un mystérieux accident d'avion. Après 5 mois d'intérim de Goumba comme président et de David Dacko comme ministre de l'intérieur, ce dernier devient président le 13 août 1960.

Goumba qui était considéré comme indésirable par Paris est contraint à l'exil et Dacko peut ainsi consolider sa dictature personnelle. Son parti, le MESAN, devient parti unique. Toute autre organisation est interdite, par exemple le Mouvement de l'Evolution Démocratique de l'Afrique Centrale (MEDAC). Aidé dans ses tâches de répression par Bokassa, chef de l'armée et de la police, Dacko entreprend une politique commerciale très large avec les sociétés capitalistes françaises. Des frères Willot (production de café) à la Compagnie Forestière Shanga Oubangui, en passant par la Société Motte-Cordonnier, toutes les richesses minières et agricoles sont sous leur coupe.

Au bout de 5 années, le régime Dacko devient de plus en plus impopulaire, car dictatorial et corrompu. Les caisses de l'Etat son vides. Dacko se tourne alors vers la chine de Mao. Il n'est pas impossible que cette orientation ait pesé pour quelque chose dans la décision de la France de soutenir le coup d'Etat de Bokassa, le 31 décembre 1965.

Bokassa est un homme élevé dans le sérail de l'armée coloniale française, et qui a fait ses preuves en Indochine et pendant la guerre d'Algérie. La suite, c'est-à-dire les 13 années de règne du sanguinaire Bokassa, puis le retour de Dacko, nous les connaissons.

L'impérialisme français n'est pas trop exigeant sur la personnalité de ses valets en Afrique, du moment qu'ils tiennent en laisse les populations afin de faire prospérer les compagnies françaises.

L'image de Dacko est bien terne, mais qu'importe à Giscard. Pour faire de la figuration tout est bon.

QUI SE RESSEMBLE S'ASSEMBLE

De nombreux politiciens ont été à l'origine de l'idée selon laquelle il faudrait une table ronde en vue de former un "gouvernement d'Union Nationale" en Centrafrique, censé organiser des élections "libres et démocratiques".

En échos, les associations d'étudiants et de stagiaires centrafricains à Paris ont pris les mêmes positions.

Même si des "hommes neufs" prenaient la direction des affaires gouvernementales, pas grand chose ne changerait pour autant en Centrafrique, tant il est vrai que, après comme avant Bokassa, c'est le même Etat, avec les mêmes fonctionnaires, la même armée, les mêmes policiers, qui dirige et contrôle le pays. Mais les responsables des associations d'étudiants ne vont même pas jusqu'à souhaiter que disparaissent au moins les hommes les plus corrompus sous Bokassa.

Les promoteurs du projet d'un "gouvernement d'Union Nationale" proposent que tous les opposants au régime déchu aient leur place autour de la table ronde. Voyons-en la liste :

- Dacko, l'actuel président, ex conseiller de Bokassa
- Patasse, ex-premier ministre de Bokassa, qui est bien sûr opposé à ce dernier pour lui prendre sa place. Son parti est le MLEC (Mouvement de Libération du Peuple Centrafricain)
- Sylvestre Bangui, (avec le FMLO) ex ambassadeur de Bokassa.
- Goumba et son émissaire Idi Lala qui parlent d'ailleurs avec Dacko en ce moment

Tous, à un moment ou à un autre, ont déjà été à la mangeoire. Qu'ils soient ensemble dans un nouveau gouvernement n'y changera pas grand chose. Ce sera la même dictature avec seulement l'étiquette d'"Union Nationale" en plus.

-----côte d'ivoire-----

CHEZ HOUPHOUËT IL Y A DE LA PLACE ... POUR TOUS LES DICTATEURS DECHUS

Chassé de toutes parts, abandonné par ses "parents", l'ex empereur Bokassa n'a trouvé refuge que chez ... Houphouët Boigny, en Côte d'Ivoire.

Houphouët crie à qui veut l'entendre que c'est "le souci humanitaire" qui le guide. Quel coeursensible !

C'est certainement cette même sensibilité qui l'a poussé à accueillir des réfugiés politiques aussi célèbres que Ojuku de l'ex Biafra ou Nicolas Grunitzky du Togo, pour ne citer que ceux-là...

Bien sûr, entre dictateurs, le "souci humanitaire" est quelque chose de normal. Et cela devient d'autant plus urgent que ce "souci humanitaire" est dicté de Paris.

TCHAD

UNIFIEE OU PAS L'ARMEE RESTE L'ENNEMIE DES EXPLOITES

Le chapitre des accords de Lagos, relatif à la dissolution des forces armées en conflit au Tchad et la création d'une seule "force nationale", n'est pas près d'être appliqué.

Il y a entre autres troupes, celles des FAT (Forces Armées du Tchad, de Kamougué), du FROLINAT et des FAN (de Hissen Habré).

Le MDT (Mouvement Démocratique du Tchad), organisation créée par des cadres du Sud à leur congrès de Bedjondo en mars dernier, revient sur le problème de l'unification dans une de ses publications.

Pour le MDT il n'est pas question de dissoudre les FAT qui sont "un corps légalement constitué". Le MDT, comme Kamougué d'ailleurs, tire argument du fait que les FAT sont issues de l'armée Nationale de Malloum, pour en conclure que c'est autour d'elles que doivent se réunifier les armées actuelles.

Evidemment Habré et Goukouni, en se servant d'autres arguments, ont les mêmes visées.

Les uns comme les autres pensent d'abord à leur propre clique en cherchant à éliminer les armées concurrentes. Ils savent qu'ils tirent leurs forces de leurs troupes, alors ils s'y accrochent.

Mais à supposer que l'armée unifiée voie le jour, autrement dit, que l'Etat central se remette en place comme le réclament certains nationalistes qui crient au danger d'éclatement du pays, ce ne seront pas moins des instruments d'oppression sur la population tchadienne.

Sous les régimes de Tombalbaye et de Malloum, c'est quotidiennement que les petites gens subissaient les exactions de l'armée et de la police. A la moindre révolte, les "Forces Armées Nationales" réprimaient au nom de l'ordre établi, au nom de "l'intérêt national".

L'Etat central pouvait utiliser sa bande armée contre la population car c'était un corps étranger à elle.

C'est pour défendre l'ordre des possédants que l'armée nationale était un corps à part, isolé de la population et non contrôlé par elle.

Les troupes des différentes parties en conflit aujourd'hui sont également des bandes armées destinées à la même besogne. Elles ne sont pas plus contrôlées par la population qui n'est pas plus à l'abri de leurs exactions. Réunies ou pas elles restent des instruments au service des oppresseurs.

SENEGAL : LES MARABOUTS ET LA POLITIQUE

Le marabout de Kaolack, El Hadj Ahmed Niass, a annoncé à la presse, son intention de créer un parti islamique au Sénégal. Arrivera-t-il à créer son parti et à jouer un rôle sur l'échiquier politique? C'est une autre histoire.

Mais une chose est certaine, c'est que les marabouts du Sénégal n'ont pas attendu la création d'un tel parti pour faire la politique des exploités : les uns, en soutenant directement les hommes au pouvoir, les autres, en poussant les pauvres à se résigner face à l'exploitation.

==*==*==*==*==* *==*==*==*==*==

SENEGAL : UN MARABOUT QUI N'A PAS A SE PLAINDRE

Lors de la visite du ministre du développement Djibril Sène, à M'backé, le Khalife général des Mourides a expliqué qu'il possède 2 000 hectares de terres dont 1 376 ha d'arachides, et qu'il emploie près de 200 adultes et 54 enfants.

Le Khalife n'a pas dit combien de millions il gagne. En tous les cas, il sème -ou plutôt il fait semer- 100 tonnes d'arachides par an, ce qui lui permet de récolter plusieurs milliers de tonnes.

Chacun sait que ce Khalife n'est pas seul dans son cas. Il existe au Sénégal des dizaines de marabouts qui battissent des fortunes en exploitant les paysans.

Le Khalife général des Mourides utilise habilement son titre religieux et mise sur la crédulité des pauvres pour renforcer sa position de grand propriétaire foncier. Mais couvert par la mascarade religieuse ou pas, l'exploitation reste l'exploitation, et les hommes ne seront réellement libres que lorsqu'ils n'accepteront plus que l'on leur vole les fruits de leur travail, ni au nom du capital...ni au nom d'Allah.

==*==*==*==*==* *==*==*==*==*==

GHANA-TOGO : L'aberration des frontières

Une personne vient de trouver la mort, victime d'un coup de feu tiré par un garde frontière, alors qu'elle traversait la frontière entre le Ghana et le Togo. Plusieurs autres personnes ont été blessées.

Que les va-et-vient soient fréquents dans le coin, quoi de plus naturel ! La frontière passe en plein milieu d'un quartier de Lomé, la capitale du Togo.

Mais après tout, cela n'est pas plus absurde que de nombreuses frontières africaines. On retrouve ainsi des familles dont une partie se trouve au Mali, une autre au Sénégal, une troisième en Mauritanie.

Et c'est à ces absurdités que nos dictateurs s'accrochent !

madagascar

des conditions de travail dignes des temps anciens

A Manakara c'est la pleine saison des cafés. Les deux usines de la CECA (Comptoirs d'Exportation des Cafés) et de Malaisé, spécialisés dans le nétoyage et le triage du café vert destiné à l'exportation, tournent à plein rendement. Elles emploient au total 500 personnes environ, dont 2/3 de femmes. La majorité des travailleurs est composée de saisonniers qui n'ont du travail que 7 à 8 mois de l'année.

Les chefs viennent d'ajouter une nouvelle clause au règlement : ceux qui ne trient pas 40 kg de bons grains de café (c'est-à-dire de teinte claire) au minimum par jour, perdent leur paye de la journée. Trier un à un les grains les meilleurs et rassembler 40 kg de café, c'est déjà une grande corvée quand on est accroupi dans la poussière et le bruit. Mais quand le café brut est de mauvaise qualité (noirci par l'humidité), il faut travailler 10 h et même plus pour y arriver. Alors, nombreuses sont les ouvrières qui y renoncent après 7 ou 8 heures de travail, car elles doivent aussi faire la cuisine familiale.

Les deux usines ont les mêmes règlements car elles ont fusionné après leur nationalisation par l'Etat en 1976. Le nouveau patron -l'Etat- se comporte exactement comme les anciens.

Le travail est accéléré pour terminer le plus vite possible le stock de café accumulé pendant la saison caféière. Puis les ouvriers sont jetés à la rue sans autre forme de procès 4 ou 5 mois de l'année. La devise des directeurs semble être : faire travailler le plus dur possible les ouvriers pour les jeter à la rue le plus vite possible.

Les salaires, eux, ne suivent pas l'augmentation du coût de la vie. Le salaire journalier est de 375 FMG alors que le kg de riz au marché noir est à 200 FMG (contre 55 FMG officiellement) et le sucre à 125 FMG.

Les bulletins de salaires n'existent pas —une plainte à l'inspection du travail n'y a rien changé jusqu'à maintenant—. Les travailleurs ont des raisons de penser que les directeurs mettent une partie des salaires dans leurs propres poches.

Les arrêts maladie ne sont pas payés. Les medecins de l'hospital interentreprise délivrent rarement du repos à ceux qui sont malades. Par contre, chaque matin, les chefs font le tour des ouvriers rassemblés dans la cour. Ceux qui ne leur paraissent pas bien portant sont simplement renvoyés chez eux.

Jusqu'à maintenant la direction est arrivée à imposer ses volontés en licenciant à chaque fois ceux qui s'indignent ouvertement des conditions de travail.

Mais il se pourrait bien que les travailleurs finissent par suivre l'exemple des dockers de la même ville qui, la dernière fois qu'ils en ont eu trop lourd sur le coeur, ont tout bloqué en s'arrêtant tous ensemble de travailler.

* * * * *

* * * *

* *

ANGOLA

la mort d'un nationaliste bourgeois

Le président Agostinho Néto est mort le mois dernier, à la suite d'une maladie. Sa mort a été l'occasion, pour une grande partie de la presse africaine, de rendre hommage à cet homme politique qui fut le 1^{er} président du jeune Etat angolais.

Pour de nombreux militants nationalistes africains, Néto était un modèle. Sa vie militante a marqué une grande partie de ces militants nationalistes, car malgré le joug dictatorial du colonialisme portugais, Néto a lutté courageusement pour la cause qu'il a incarnée : l'indépendance nationale de l'Angola.

Cette indépendance fut acquise en 1975, après de longues années de lutte armée et au prix de milliers et de milliers de morts parmi le peuple angolais. C'est le MPLA avec Néto à sa tête qui fut l'artisan de cette lutte armée pour l'indépendance.

C'est au Portugal, alors qu'il y faisait ses études de médecine que Néto apprit à faire de la politique. Il y rencontra des militants nationalistes comme Amilcar Cabral, venant d'autres pays africains dominés par le Portugal.

Il milita avec eux dans des mouvements de jeunesse anti-colonialiste. A cause de ses activités militantes, Néto fut arrêté deux fois par la PIDE, police politique de Salazar. En 1956 fut créé le MPLA, qui désigna Néto comme président d'honneur, alors qu'il se trouvait encore en prison au Portugal.

Au tout début des années 60 éclataient en Angola, des mécontentements populaires, indépendamment du MPLA. Un soulèvement eu lieu à Luanda, alors que les ouvriers des plantations de café dans le Nord menaçaient par leur révolte, le colonialisme portugais, qui massacra près de 100 000 personnes.

Si le MPLA est devenu en quelques années un mouvement populaire, c'est parce qu'il réussit à canaliser et à encadrer la colère de la population contre le colonialisme. Peu de temps avant l'indépendance, d'autres mouvements nationalistes comme le FNLA et l'UNITA voyaient le jour. Ces organisations, hostiles au MPLA, étaient soutenues par l'impérialisme, l'Afrique du Sud et la Chine.

Mais si le MPLA a pu prendre le dessus sur ces organisations et a pu proclamer l'indépendance, ce n'est pas seulement à cause de l'aide russe ou cubaine ; c'est aussi parce que sa politique plus radicale lui a valu le soutien des larges couches de la population.

La lutte du peuple angolais fut un exemple pour tous ceux qui aspirent à la dignité contre le colonialisme. Elle montra que le colonialisme, malgré toute la terreur que ses troupes font régner sur la population, peut être vaincu par la détermination des luttes populaires.

Mais le devenir de l'Angola de 1975 jusqu'à nos jours montre aussi, une fois de plus, que si l'indépendance a redonné sa dignité au peuple angolais, elle n'a pas pour autant aboli l'exploitation capitaliste.

En Angola, les ouvriers et les petits paysans sont toujours victimes du capitalisme qui continue à les exploiter. Il y a toujours d'un côté les riches et de l'autre, les pauvres qui produisent.

.../...

Finalement, malgré son radicalisme de façade, c'est ce que préparait Nêto en fondant toutes les classes de la population dans la même organisation, c'est-à-dire en mettant les travailleurs et les paysans pauvres à la remorque de la petite bourgeoisie angolaise.

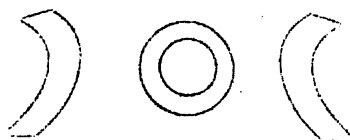
L'Etat angolais, malgré les circonstances de lutte populaire qui l'ont mis en place, reste un Etat bourgeois. Il fonctionne sur le dos des exploités. Les travailleurs angolais ne le contrôlent pas, pas plus qu'ils ne contrôlaient le MPLA pendant la lutte. La dénomination du MPLA en "MPLA-Parti du Travail" n'est qu'une manière hypocrite de la part des dirigeants, pour faire croire qu'ils représentent les intérêts des pauvres.

Les travailleurs, qu'ils soient en Angola ou ailleurs, ont d'autres perspectives pour leur émancipation, que d'être derrière les organisations nationalistes comme le MPLA, qui ne font que se servir de leur mécontentement et de leurs luttes.

Ce que les nationalistes veulent, c'est la mise en place d'un Etat national dans le cadre du système bourgeois. Ils n'ont comme objectif, malgré leur radicalisme, que l'instauration d'un régime où la bourgeoisie et la petite bourgeoisie nationale aient une place plus importante dans l'économie et dans l'Etat par rapport au système colonial.

Cette politique ne gêne pas outre mesure l'impérialisme. La preuve en est d'ailleurs que l'impérialisme américain s'accommode bien avec l'actuel régime angolais.

Ce qui serait vraiment à l'opposé de l'impérialisme, ce serait l'existence d'un pouvoir des travailleurs, c'est-à-dire un pouvoir où les exploités pourront eux-mêmes décider de leur sort.



CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accomodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiters.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.